

Commune de Saint Seurin de Palenne

Liste des servitudes d'utilité publique:

Code	Libellé servitude type	Acte création	Textes législatifs	Gestionnaire
T1	Zone de servitude autour des chemins de fer – voie Chartres/Bordeaux		Loi du 15 juillet 1845	SNCF
AS1	Servitude de protection des eaux potables – secteur général prise d'eau de Coulonge	AP du 31.12.1976	Art. L.1321-2 et suivants du code de la santé publique	Syndicat des eaux de Charente-Maritime
PT1	Servitude de protection des centres radioélectriques contre les perturbations - station de Pérignac	DT du 21.11.1991	Art. L.57 à 62-1 du code des P. et communications électroniques	France Telecom
A4	Servitude de passage permettant l'exécution des travaux, l'exploitation et l'entretien des ouvrages – berges de la basse Seugne	AP du 06.12.1989	Art. L.211-7-1 du code de l'environnement Art. L.515-37-1 du code rural	DDTM
I4	Servitude relative aux lignes de distribution d'énergie électrique		Art. L.323-3 et suivants du code de l'énergie	ERDF

Éléments sur les servitudes :

SUP T1 :

section	parcelle	adresse	surface
A	1020	Fon Creusette	2035
A	1070	Les Grands pres	3485
A	1036	Le Ruissour	7247
ZC	0043	Port Barreau	6886
ZC	0044	L'ormeau a tarin	575
ZC	0063	Fon Creusette	1593

SUP PT1:

- décret
- fiche type de la servitude

SUP AS1:

- arrêté préfectoral
- fiche type de la servitude

SUP A4 :

- arrêté préfectoral
- fiche type de la servitude

FICHE T1

VOIES FERREES

I - GENERALITES

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Servitudes de grande voirie :

- alignement ;
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation ;
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés ;
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.

Servitudes spéciales.

- Constructions ;
- Excavations ;
- Dépôts de matières inflammables ou non.

Servitudes de débroussaillage.

Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Décret du 22 mars 1942.

Code minier : articles 84 modifié et 107.

Code forestier : articles L.322-3 et L.322-4.

Loi du 29 septembre 1892 occupation temporaire.

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.

Décret n°59-962 du 31 juillet 1959 modifié concernant l'emploi des explosifs dans les minières et carrières.

Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales.

Décret n°69-601 du 10 juin 1969 relatif à la suppression des installations lumineuses de nature à créer un danger pour la circulation des trains.

Décret n°80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives.

Fiche note 11.18 BIG.n°78-04 du 30 mars 1978.

Ministère des transports – Direction Générale des transports intérieurs – Direction des transports terrestres.

II – PROCEDURE D'INSTITUTION

A – Procédure

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

_ Les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (articles 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845) ;

_ Les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur les propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public, que constituent les communications ferroviaires (articles 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845) ;

_ Les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 29 septembre 1892 sur l'occupation temporaire).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières :

Alignement

L'obligation d'alignement :

_ s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie ;

_ ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe l'obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté du Commissaire de la République a pour but essentiel, d'assurer le respect des limites du chemin de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements ni bénéficier de la servitude de reculement (Conseil d'Etat, arrêt Pourreyron du 3 juin 1910).

Mines et carrières

Si les travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la conservation des voies de communication, il y sera pourvu par le Préfet.

Les cahiers des charges des concessionnaires indiquent que ces derniers doivent obtenir des Préfets des autorisations spéciales, lorsque les travaux doivent être exécutés à proximité des voies de communication. La distance étant déterminée dans chaque cas d'espèce.

B – Indemnisation

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10 de la loi du 15 juillet 1845), ouvre aux propriétaires un droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaumes, amas de matériaux existant au moment de la promulgation de la loi du 15 juillet 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10) ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommages de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes des articles L.322-3 et L.322-4 du code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation en sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

C - Publicité

En matière d'alignement, délivrance de l'arrêté d'alignement par le Préfet.

III – EFFET DE LA SERVITUDE

A – Prérogative de la puissance publique

1°) Prérogative exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour la SNCF, quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (articles L 322-3 et L 322-4 du code forestier).

2°) Obligation de faire imposée au propriétaire

Obligation pour le riverain avant tous travaux de construction, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élague des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que celles faisant saillie sur la zone ferroviaire après intervention pour ces dernières d'un arrêté du Préfet (loi des 16-24 août 1790). Sinon intervention d'office de l'administration.

Obligation pour les riverains d'une voie communale, au croisement avec une voie ferrée, de maintenir, et ce sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du centre du passage à niveau, les haies, à une hauteur de 1 mètre au dessus de l'axe de la chaussée et les arbres de haut jet à 3 mètres (Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales).

Application aux croisements à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée, des dispositions relatives à la servitude de visibilité, figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'Administration, de procéder moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou non existants dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10, loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infractions aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845 réprimées comme en matière de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif, à supprimer dans un délai donné, les constructions, plantations, excavations, dépôts contraires aux prescriptions sinon la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (article 11 alinéa 2 et 3, loi du 15 juillet 1845).

B – Limitation au droit d'utiliser le sol

1°) Obligations passives

Obligation pour les riverains voisins d'un croisement à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arrête supérieure du déblai, soit de l'arrête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 mètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer. L'interdiction ne s'impose qu'aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies, elle concerne non seulement les maisons d'habitations mais aussi les magasins, hangars, écuries, etc. (article 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de planter des arbres à moins de 6 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement et des haies vives à moins de 2 mètres. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de constructions (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse an XIII).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie, à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (article 8, loi du 15 juillet 1845).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume, à moins de 20 mètres d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus (article 6, loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie ferrée (article 3, loi du 15 juillet 1845).

2°) Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir par décision du Préfet, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 mètres du chemin de fer, lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent (article 9, loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existant lors de la construction d'un nouveau chemin de fer, de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (article 5, loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir par décision du Préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres) et des haies vives (distance de 2 mètres ramenée à 0,50 mètre).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Préfet déterminant dans chaque cas la distance à observer entre le lieu des travaux et le chemin de fer.

Possibilité pour les propriétaires riverains de pratiquer des excavations, en bordure de voie ferrée en remblai de plus de 3 mètres, dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesuré à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Commissaire de la République délivrée après consultation de la SNCF.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables, dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent, à condition d'en avoir obtenu autorisation du Préfet.

Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (Article 9, loi du 15 juillet 1845).

Préfecture de la
Charente-Maritime
et
de la Charente

Direction de l'Équipement
de la Charente-Maritime

REPUBLIQUE FRANCAISE

ALIMENTATION en eau potable de l'agglomération
rochelaise

SIVOM de la région de la Rochelle maître d'ouvrage

GAC/O2
7716

ARRETE CONJOINT DES PREFETS

22 NOV 1977

- complétant la déclaration d'utilité publique des travaux de
dérivation à Coulonge S/Charente et d'adduction à La Rochelle
des eaux de la Charente

- et portant extension

- 1°) des périmètres de protection de la prise d'eau
- 2°) des servitudes à imposer dans ces périmètres

LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME

et

LE PREFET DE LA CHARENTE

Vu la délibération du 15 novembre 1974 du comité de syndicat intercommunal à vocation multiple de la région de La Rochelle, Maître d'ouvrage, tendant à faire déclarer d'utilité publique l'extension :

- des périmètres de protection du captage en rivière de Coulonge Sur Charente, commune de Saint-Savinien (Charente-Maritime) destiné à l'alimentation en eau de l'agglomération rochelaise
- des servitudes à imposer dans ces périmètres,

Vu le code d'administration communale,

Vu la loi N° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ensemble les règlements pris pour son application et notamment le décret n° 73-216 du 23 février 1973 portant application de ses articles 2 et 6 (1°),

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L20 et L20-1, ensemble les règlements pris pour son application et notamment le décret 61-859 du 1^{er} août 1961 et le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967,

Vu la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eaux destinées à l'alimentation des collectivités humaines,

Vu l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en sa séance du 19 décembre 1969,

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France en sa séance du 30 novembre 1970,

Vu l'ordonnance 58-997 du 23 octobre 1958 modifiée portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ensemble les règlements pour son application,

Vu l'arrêté du Préfet de la Charente-Maritime en date du 10 août 1971 autorisant et déclarant l'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de la Charente et d'adduction de Coulonge sur Charente à La Rochelle pour l'alimentation en eau potable de la région de La Rochelle,

Vu le rapport de M. VOUVE géologue officiel, collaborateur au service de la carte géologique de la France portant étude et définition des mesures nouvelles propres à remédier à la dégradation de la qualité des eaux de la rivière « La Charente » et leur rendre une qualité satisfaisante pour l'alimentation humaine,

Vu le dossier d'enquête et notamment le plan au 1/200000 délimitant les nouveaux périmètres de protection,

Vu l'arrêté des Préfets de la Charente-Maritime et de la Charente en date des 1^{er} et 10 avril 1975 prescrivant du 28 avril 1975 au 23 mai 1975 inclus l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'extension des périmètres de protection du captage de Coulonge sur Charente et des servitudes à y imposer, enquête ouverte à la Préfecture de La Rochelle et dans les communes suivantes :

a) Département de la Charente-Maritime :

SAINT-SAVINIEN – LE MUNG – CRAZANNES – PLASSAY – SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX – PORT-D'ENVAUX – TAILLEBOURG – SAINT-VAIZE – BUSSAC – ECURAT – FONCOUVERTE – VENERAND – LE DOUHET – ECOYEUX – JUICQ – ANNEPONT – SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE – LE FREDIERE – GRANDJEAN – FENIOUX – TAILLANT – SAINTES – PONS – JONZAC – ARCHIAC – SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE – MIRAMBEAU – MONTLIEU – BURIE – MATHA.

b) Département de la Charente :

ANGOULEME – COGNAC – JARNAC – CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE – MANSLE – RUFFEC – CONFOLENS – CHABANAIS – LA ROCHEFOUCAULT – CHASSENEUIL – MONTBRON – VILLEBOIS – LAVALETTE – BLANZAC – BARBEZIEUX – SEGONZAC – ROUILLAC – AIGRE.

Vu les pièces attestant que l'arrêté a été régulièrement inséré dans la presse des deux départements, publié et affiché dans chaque commune concernée par l'enquête,

Vu le procès-verbal d'enquête dressé le 27 juin 1975 par la commission d'enquête siégeant à La Rochelle,

Vu l'avis de la dite commission d'enquête favorable au projet,

Vu l'avis du Préfet de la Charente en date du 13 juin 1975 favorable au projet,

Vu le décret 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés,

Vu l'article 2 § 2° C de l'arrêté interministériel du 13 janvier 1970 portant application de l'article 52 du décret précité, dispensant cette catégorie d'opérations de l'examen des commissions instituées par de lit décret,

Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène de la Charente-Maritime en date du 6 octobre 1976,

Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène de la Charente en date du 15 décembre 1975,

SUR proposition de l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement de la Charente-Maritime,

ARRETENT

ARTICLE 1^{er} : La déclaration d'utilité publique objet de l'arrêté du 10 août 1971 du Préfet de la Charente-Maritime est étendue :

- aux nouveaux périmètres de protection de la prise d'eau en Charente de Coulonge S/Charente délimités ci-dessous
- aux servitudes plus contraignantes ci-après définies grevant ces périmètres.

ARTICLE 2 : L'article 6 de l'arrêté du 10 août 1971 du Préfet de la Charente-Maritime définissant les périmètres de protection de la prise d'eau est remplacé par le texte suivant :

Il sera établi autour de la prise et en application de l'article L 20 du code de la santé publique, les périmètres de protection suivants délimités sur le plan joint qui sera annexé à l'arrêté :

1°) Un périmètre de protection immédiate dont les caractéristiques sont les suivantes :

Sa forme sera celle d'un trapèze limité à l'est par la berge de la Charente et à l'ouest par un chemin d'exploitation longeant la voie en remblais de la S.N.C.F.

La hauteur du terrain dans le sens Nord-Sud sera de (100) CENT mètres.

Il sera acquis en toute propriété par le S.I.V.M. de La Rochelle.

L'aire complète sera clôturée par un grillage solide suspendu à des poteaux imputrescibles.

A l'intérieur de ces périmètres, les parties vitales de l'usine seront édifiées de telle sorte que même lors des plus grandes crues, elles soient accessibles et fonctionnelles.

Dans l'enceinte close, toutes les activités seront interdites exceptées celles résultant de l'entretien du captage en rivière, de l'usine et du terrain dont l'accès sera interdit à toute personne étrangère au service.

2°) Un périmètre de protection rapprochée qui englobe le bassin hydrologique dans son ensemble en amont du barrage de Saint Savinien sur Charente dont les limites sont précisées sur le plan annexé. Il a été divisé en deux aires correspondant à deux degrés de servitudes.

- 1) un Secteur Général dont les limites correspondant à celles du bassin hydrologique et à l'intérieur duquel les servitudes sont contraignantes, mais à un degré moindre que celles affectant le sous-secteur.
- 2) un Sous-Secteur d'extension restreinte, défini à l'avant du cours, sur lequel se greffent des servitudes plus contraignantes (limites teintées en rouge).

A l'intérieur de ce sous-secteur et enserrant la basse vallée de la Charente, il est défini un quadrilatère de base « Q » (teinté en vert) et limité par les voies suivantes :

- D. 114 de Lormont bas à Saint Savinien
- D. 128 de la sortie de Saintes à Crazannes
- D. 119 depuis Crazannes jusqu'à sa rencontre avec la D. 18
- D. 18 du carrefour de la D. 119 jusqu'à Saint Savinien.

Les réglementations y seront les suivantes :

A Réglementation applicable au secteur général :

a1) Interdictions :

Sont interdits :

- le transport par voie fluviale de produits dangereux liquides ou solides
- tout rejet de produits radio actifs
- le lavage des voitures le long du cours de la Charente et de ses affluents sur 50 m de part et d'autre des rives
- les rejets d'eau qui risquent de compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques, les utilisations agricoles ou industrielles, la sauvegarde du milieu piscicole
- l'épandage de purin sur une bande de 25 m de largeur de part et d'autre de la Charente et de ses affluents
- au droit des alluvions récentes de la basse vallée de la Charente (aval de RUFFEC – 16) et des vallées affluentes délimitées en rouge sur les cartes annexées
 - le stockage d'hydrocarbures liquides
 - le stockage et l'épandage d'engrais humains
 - l'installation d'élevages industriels ou semi industriels (porcins, ovins, etc...)

a2) Seront soumis à réglementation :

- la mise en place de nouveaux établissements classés en 1^{ère} et 2^{ème} catégorie. Celle-ci ne pourra être autorisée que si les effluents éventuels ne sont pas susceptibles d'aggraver la qualité physico-chimique ou bactériologique de la Charente dans les conditions d'étiage les plus sévères.

En ce qui concerne les établissements les plus polluants tels que : raffineries d'hydrocarbures, usines de produits chimiques, usines d'engrais, papeteries, l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France devra être obligatoirement recueilli.

Les autorisations seront assorties de clauses suspensives en cas de dégradation des eaux de surface due à ce rejets.

Des contrôles seront assurés par les Services Départementaux compétents.

- les décharges contrôlées d'ordures ménagères (la décharge communale peut être admise après s'être assurée de la qualité du site tant en surface qu'en profondeur mais la création de décharges pluri-communales serait souhaitable en particulier pour les communes riveraines de la Charente et de ses affluents)

- la pose de pipe-line ou conduites souterraines servant de transport des fluides autres que l'eau et le gaz naturel

En outre, tout incident issu de la route ou de la voie ferrée et qui risquerait de provoquer une pollution des eaux de la Charente et de ses affluents devra être communiqué dans les meilleurs délais au réseau d'alerte générale dont il sera question plus loin.

B) Réglementation applicable au sous-secteur :

Outre la réglementation définie en A ci-dessus applicable à l'ensemble du secteur général et dans le sens du renforcement des contraintes,

b1) seront interdits

- les dépôts de toute nature, y compris les dépôts sauvages d'ordures, d'immondices et de détritiques,

- la mise en place de nouveaux établissements classés hormis ceux dont les seuls inconvénients sont les bruits et les trépidations

Des dérogations ne pourraient être accordées qu'après enquête géologique et avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène.

- la création de tous dépôts classables d'hydrocarbures liquides, de produits radio actifs et des produits chimiques dangereux.

- la création de stations services ou distributeurs de carburants à moins de 500 m des rives de la Charente et des affluents, celles situées à plus de 500 m pouvant être autorisées à conditions toutefois :

- - a) qu'elles ne tombent pas sous l'interdiction liée aux points de captage public d'eau souterraine
 - b) qu'elles soient équipées conformément aux instructions du Ministère de l'Environnement
 - c) que l'implantation soit hors du quadrilatère de base « Q » qui sera défini ci-après

- tous les rejets d'eau non traitée émanant des établissements classés déjà existants

- les déversements de toutes matières usées, tous résidus fermentescibles d'origine animale ou végétale, toutes substances solides ou liquides, toxiques ou inflammables susceptibles de constituer une cause d'insalubrité, de goût provoquer un incendie ou une explosion, de communiquer à l'eau un mauvais X (cette interdiction n'est pas applicable aux déversements d'eaux traitées issues de stations d'épuration, conformes à la législation en vigueur et approuvées par l'autorité sanitaire.

- l'ouverture de fouilles, puits, forages à travers des alluvions et les formations du crétacé supérieur en vue de l'injection de toutes matières liquides usées

- A moins de 250 m des rives de la Charente, l'épandage du fumier

- A moins de 250 m des rives de la Charente et le long des petits affluents sur 50 mètres de chaque côté du fond du vallon :

- le lavage des voitures
- l'épandage de purin, des eaux résiduaires ou industrielles
- l'emploi de chimio-stérilisants (pesticides insecticides)
- le stockage et l'utilisation d'engrais humains
- l'installation d'appareils d'assainissement dits fosses septiques, d'appareils équivalents, ou de stations d'épuration de faibles capacités.
- la construction à l'intérieur de la zone inondable.

b2) Seront soumis à réglementation

La navigation sur la Charente :

Les vedettes de promenades touristiques lorsqu'elles navigueront en amont de Saint-Savinien seront munies d'installations sanitaires permettant de ne pas évacuer dans la rivière les matières excrémentielles

- l'édification de logements

Chaque logement particulier ou collectif, devra être équipé d'un ensemble sanitaire convenable, conforme à la réglementation en vigueur (le contrôle sera assuré par les services départementaux compétents).

- les installations de prises et de restitution d'eau, les installations de traitement et de réserve de la station de COULONGE

- les rejets d'eau

-Les eaux rendues ou rejetées à la rivière ne devront pas, par leur température ou leur nature compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques, les utilisations agricoles ou industrielles, la sauvegarde du milieu piscicole.

- le pacage des animaux pour lequel, le long des deux berges de la Charente, il est recommandé d'éviter que le bétail ait accès direct à la rivière (Equipement des prairies en abreuvoirs communs).

C) Réglementation applicable au quadrilatère de base « Q »

Outre les réglementations définies en A et B ci-dessus applicable au secteur général et au sous-secteur, et dans le sens du renforcement des contraintes

c1) Seront interdits

- le stockage et l'utilisation d'engrais humains
- l'installation d'élevages industriels ou semi-industriels (porcins, ovins, etc...)
- les installations existantes seront recensées et leur état sanitaire contrôlé par les services compétents du département
- l'ouverture de route et de chemins donnant accès direct à la rivière (sauf cas de force majeure)
- l'implantation de stations services
- le stationnement sur la Charente aux alentours immédiats de la prise d'eau.

D) Précision des limites

Pour les cas litigieux éventuels : parcelles proches des limites X à cheval sur celles-ci, une enquête géologique sera entreprise chaque fois pour déterminer, l'épaisseur, la nature et la transmissivité des alluvions avant de donner suite au projet.

ARTICLE 3 : Réseau d'alerte détecteur de pollution

Les protections définies ci avant ne pouvant éliminer tous les risques de pollution en provenance de l'amont en général et de la ville de SAINTES en particulier, le SIVOM de la région de LA ROCHELLE, maître d'ouvrage, mettra en place un réseau d'alerte détecteur de pollution. Il sera composé sans que cette liste soit limitative :

-de responsables au niveau des grandes villes (ANGOULEME-COGNAC-SAINTES-PONS) en liaison avec un service coordinateur (Direction Départementale de l'Equipement à LA ROCHELLE) lui-même relié à la station de COULONGE et aux deux stations sentinelles,

- d'informateurs locaux à l'intérieur du sous-secteur reliés à l'usine de COULONGE (Gendarmerie, SNCF, stations météo, agents du service de l'Equipement, etc...)

- de deux stations d'alerte ou stations sentinelles implantées en principe :

- la première à l'aval de la station d'épuration de SAINTES, immédiatement en val du lieu dit « COURBIAC »

- la seconde à l'entrée du département de la Charente-Maritime sur le territoire des communes de CHERAC ou de SALIGNAC-DE-PONS.

Tout incident issu de la route ou de la voie ferrée qui risque de provoquer une pollution des eaux de la Charente devra être communiqué dans les meilleurs délais au réseau d'alerte général.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans les communes de : SAINT-SAVINIEN - LE MUNG - CRAZANNES - PLASSAY - SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX - PORT-D'ENVAUX - TAILLEBOURG - SAINT-VAIZE - BUSSAC - ECURAT - FONCOUVERTE - VENERAND - LE DOUHET - ECOYEUX - JUICQ - ANNEPONT - SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE - LA FREDIERE - GRANDJEAN - FENIOUX - TAILLANT - SAINTES - PONS - JONZAC - ARCHIAC - SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE - MIRAMBEAU - MONTILS - BURIE - MATHA - ANGOULEME - COGNAC - JARNAC - CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE - MANSLE - RUFFEC - CONFOLENS - CHABANNAIS - LA ROCHEFOUCAULT - CHASSENEUIL - MONTBRON - VILLEBOIS - LAVALETTE - BLANZAC - BARBEZIEUX - SEGONZAC - ROUILLAC - AIGRE

à la diligence de messieurs les maires.

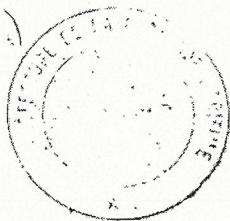
Il sera inséré aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime et de la Charente.

ARTICLE 5 Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Charente
MM. les sous-Préfets de JONZAC SAINTES et SAINT-JEAN-D'ANGELY en Charente-Maritime
MM. les sous-Préfets de COGNAC et CONFOLENS en Charente
M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur départemental de l'Equipement
M. l'Ingénieur en Chef du Génie rural des Eaux et Forêts, Direction départementale de l'Agriculture
M. le Président à l'Action Sanitaire et Sociale
M. le Président du SIVOM de la région de La Rochelle
Messieurs les Maires de SAINT-SAVINIEN - LE MUNG - CRAZANNES - SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX - PORT-D'ENVAUX - TAILLEBOURG - SAINT-VAIZE - BUSSAC - ECURAT - FONCOUVERTE - VENERAND - LE DOUHET - ECOYEUX - JUICQ - ANNEPONT - SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE - LA FREDIERE - GRANDJEAN - FENIOUX - TAILLANT - SAINTES - PONS - JONZAC - ARCHIAC - SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE - MIRAMBEAU - MONTILS - BURIE - MATHA - ANGOULEME - COGNAC - JARNAC - CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE - MANSLE - RUFFEC - CONFOLENS - CHABANNAIS - LA ROCHEFOUCAULT - CHASSENEUIL - MONTBRON - VILLEBOIS - LAVALETTE - BLANZAC - BARBEZIEUX - SEGONZAC - ROUILLAC - AIGRE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 31 DEC. 1976
Le Préfet de la
Charente-Maritime

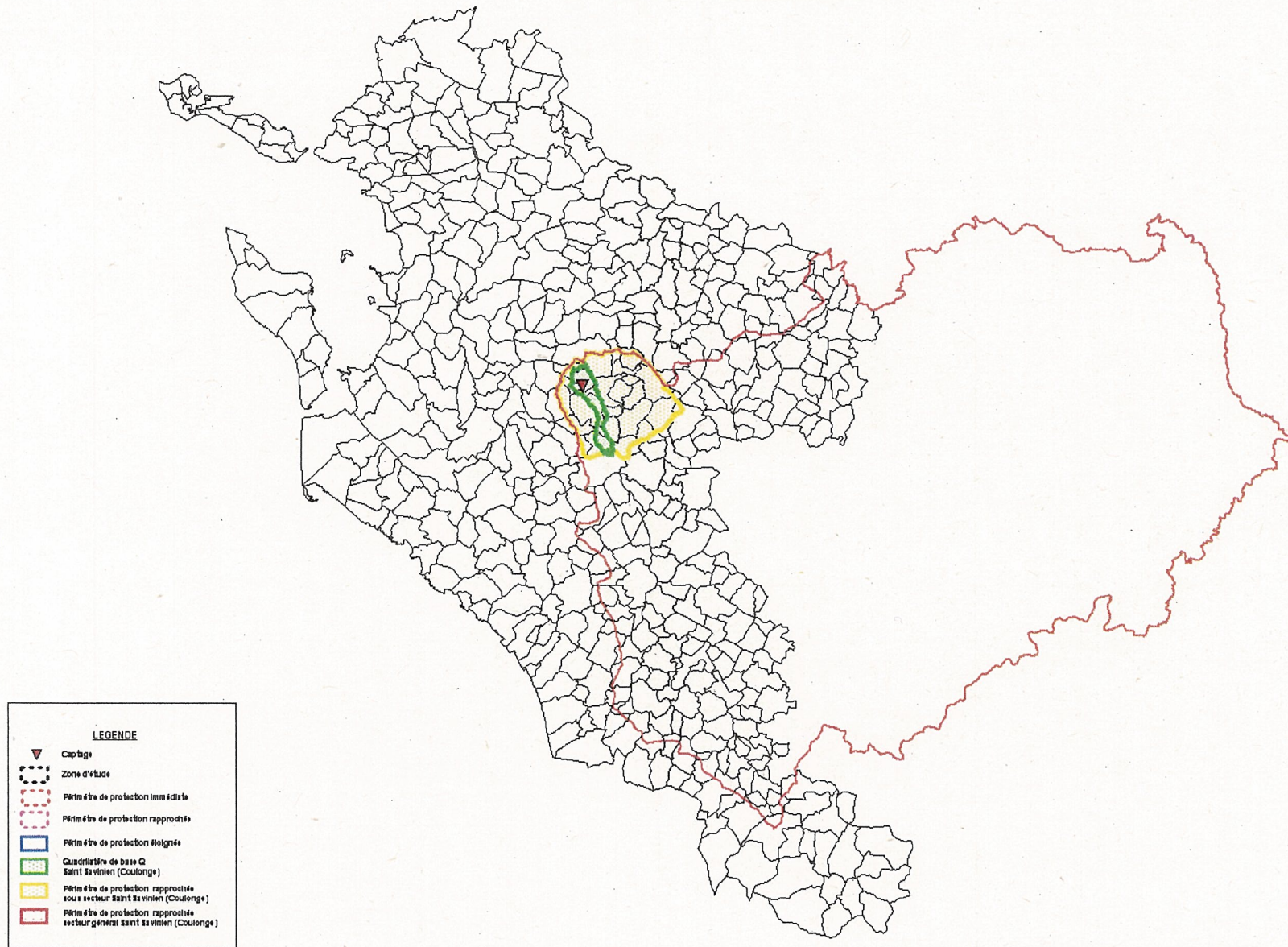
Henri COURT

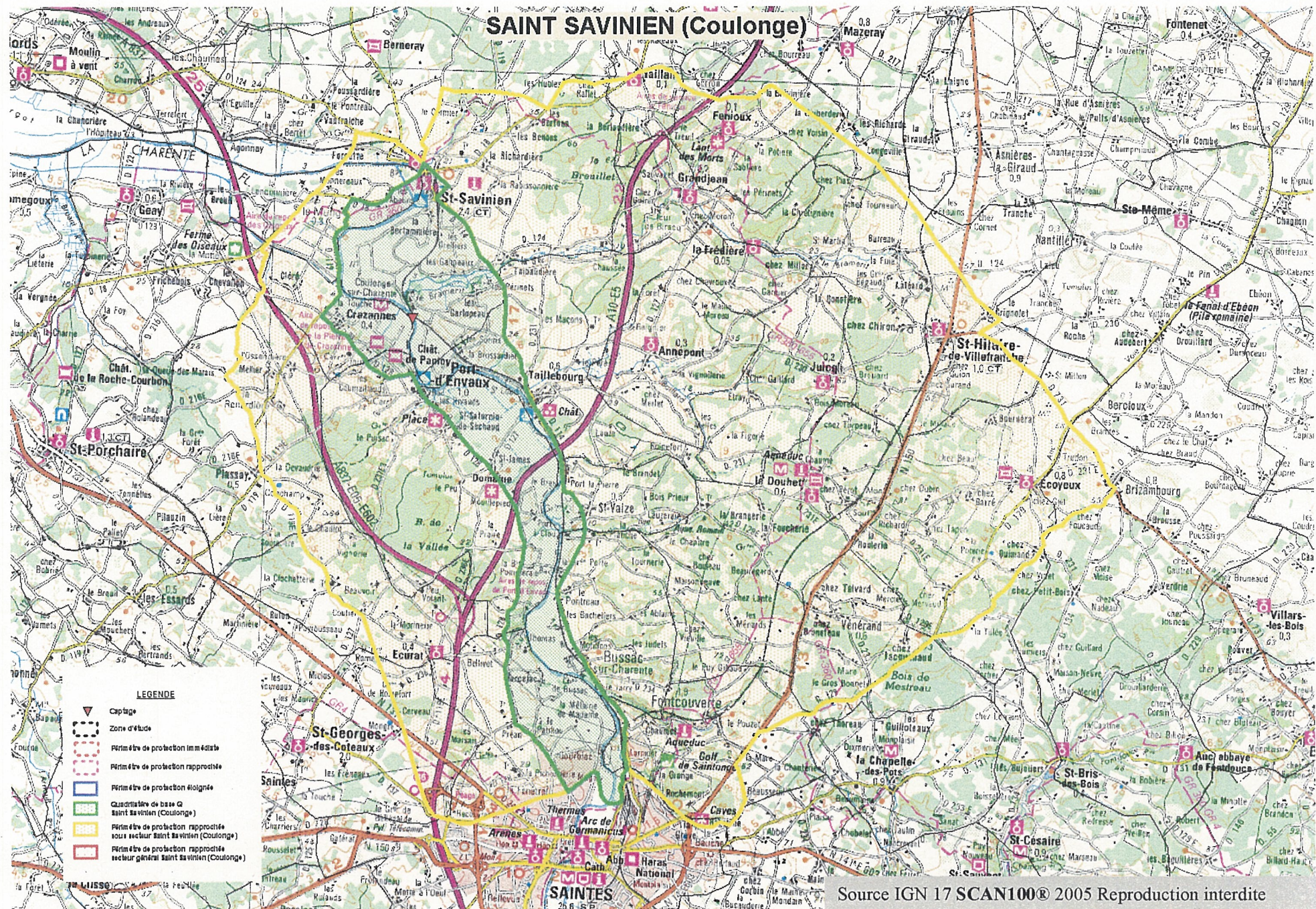


Angoulême, le 31 DEC. 1976
Le Préfet de la
Charente

Signé: JOSE BELLEC

SAINT SAVINIEN (Coulange)





MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS

FRANCE TELECOM

DIRECTION REGIONALE DE POITOU-CHARENTES

S.H. de: PERIGNAC

LIEU DIT : CENTRAL TELEPHONIQUE

Altitude NGF sommet : 75,30 m.

COORDONNEES

CARTE IGN N° 1532 E

N° CCT

LAMBERT

GREENWICH

NOM: PONS

X: 381 200 m.

W: 00° 28' 07"

ECHELLE: 1/25000

17 22 038

Y: 2072 930 m.

N: 45° 37' 17"

30,00 m.



SERVITUDES CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

- CLASSEMENT: PREMIERE CATEGORIE Arrêté n° 1340 du 2 Mars 1990
- ZONE DE GARDE: RAYON DE 1000 m.
- ZONE DE PROTECTION: RAYON DE 2800 m.
- DECRET DU 21 Novembre 1991

Altitude NGF sol: 45,30 m.

DESSINE

Le: 18.5.1990

Par: MERIGOUT M.

LE RESPONSABLE TRE

(Signature)
BEAUBEAU

RECTIFICATIONS

Le: _____ Par: _____

Le: _____ Par: _____

Département: CHARENTE-MARITIME

PLAN N° 17 22 038 - T21

Art. 2 - Les zones de protection sont définies par les tracés en bleu, les zones de garde sont définies par les tracés en jaune.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 30 du code des postes et télécommunications.

Dans les zones de garde radioélectrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'arrêté du 21 août 1953, existant à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radioélectriques devront être modifiés ou transformés dans le délai maximal d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

Art. 3 - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, et le ministre délégué aux postes et télécommunications, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 NOV 1991

Edith CRESSON

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué
aux postes et télécommunications,

Jean-Noël RAUSCH

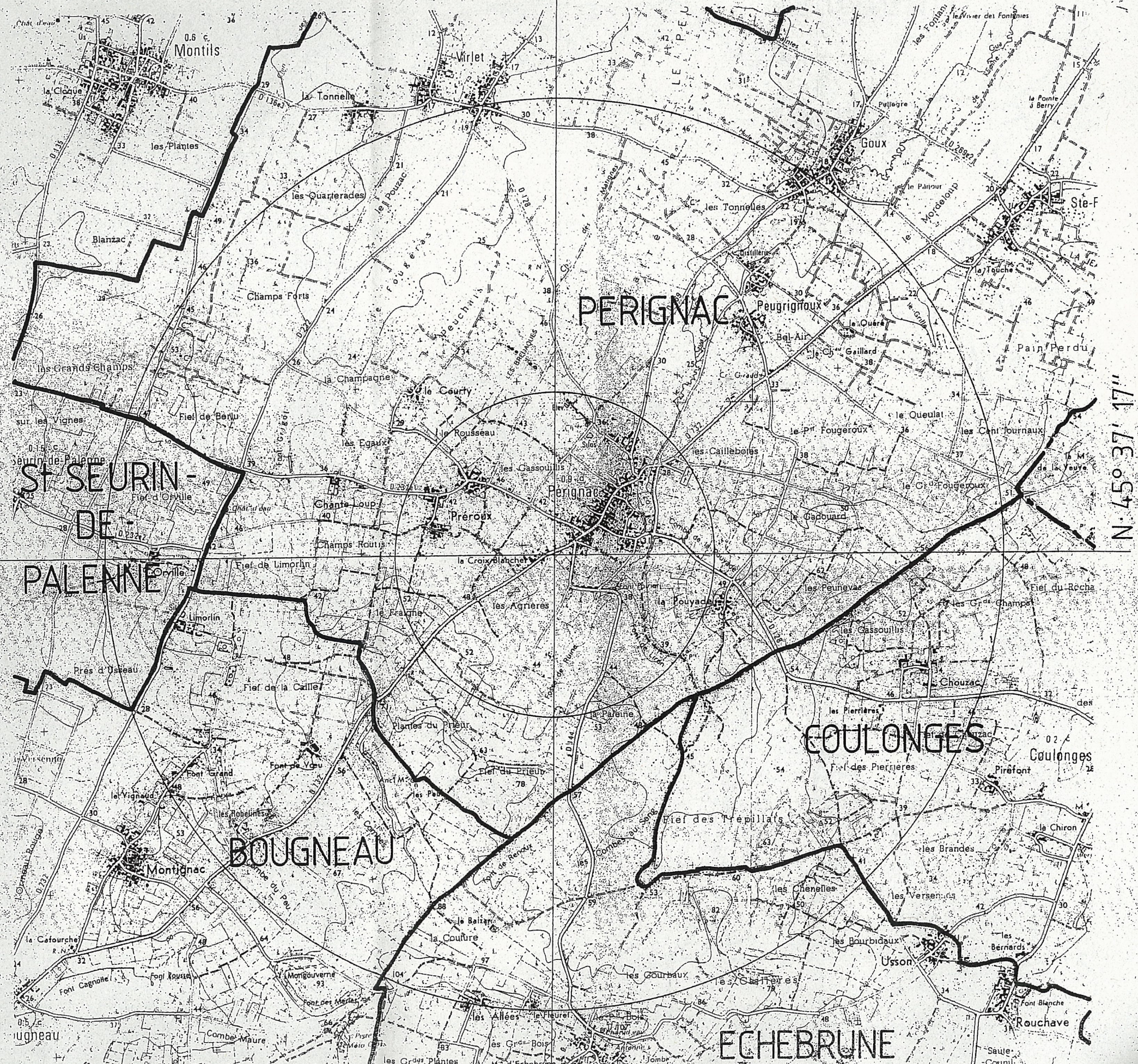
Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,

Pierre BEREGOVOY

Le ministre délégué à l'industrie
et au commerce extérieur,

Dominique STRAUSS-KAHN

W: 00° 28' 07"



SERVITUDES DE PASSAGE POUR PERMETTRE LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU (A4)

Servitudes relatives à la conservation du patrimoine A - Patrimoine naturel c) Eaux (art. R.126-1 du code de l'urbanisme)

Définition:

Il s'agit de servitudes de passage :

- **au sens des articles L.151-37-1 et R.152-29 du Code rural**, c'est-à-dire « permettant l'exécution des travaux, l'exploitation et l'entretien des ouvrages ainsi que le passage sur les propriétés privées des fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, des entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que des engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des opérations »
- **instaurées dans le cadre de la gestion des eaux, domaniales ou non**, pour permettre « l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence » et visant les compétences mentionnées à l'article L. 211-7 (I) - alinéas 1° à 12 du Code de l'environnement.

Références législatives et réglementaires:

Il convient de distinguer deux catégories de servitudes de passage en matière de gestion de la ressource en eau :

a) les servitudes de passage instaurées sur le fondement des articles :

- **L.211-7 (I) du Code de l'environnement**,
- **L.151-37-1 et R. 152-29 à R. 152-35 du Code rural**.

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022482541&cidTexte=LEGITEXT000006074220&dateTexte=20120807&oldAction=rechCo)

[idArticle=LEGIARTI000022482541&cidTexte=LEGITEXT000006074220&dateTexte=20120807&oldAction=rechCo](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022496781&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807&oldAction=rechCo)

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022496781&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807&oldAction=rechCo)

[idArticle=LEGIARTI000022496781&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807&oldAction=rechCo](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idSectionTA=LEGISCTA000006168147&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807)

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?jsessionid=58372EDA2E1123D7DA1ABE77AFE64295.tpdjo13v_2?](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idSectionTA=LEGISCTA000006168147&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807)

[idSectionTA=LEGISCTA000006168147&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idSectionTA=LEGISCTA000006168147&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20120807)

b) les anciennes servitudes dites « de libre passage des engins d'entretien dans le lit ou sur les berges des cours d'eau non domaniaux » :

- **article L.211-7 (IV) du Code de l'environnement** conférant aux servitudes instaurées en application du décret n°59-96 du 7 janvier 1959 valeur de servitudes au sens de l'article L. 151-37-1 du code rural, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.
- **article L.151-37-1 et articles R.152-29 à R.152-35 du Code rural**.

Procédure d'instauration, de modification ou de suppression:

(art. L.151-37-1 et R.152-30 à R.152-33 du Code rural)

Procédure d'instauration :

Les servitudes de passage instaurées au titre de l'article L. 211-7 (I) du Code de l'environnement sont instaurées :

- après enquête publique,
- sur la base d'un dossier comportant :
 - la liste des parcelles et, le cas échéant, des cours d'eau ou sections de cours d'eau pour lesquels l'institution de la servitude est demandée ,
 - les plans correspondants,
 - la liste des propriétaires dont les terrains sont susceptibles d'être affectés par la servitude,
 - une note détaillant notamment l'assiette de la servitude en tenant compte de la configuration des lieux et en indiquant les clôtures, arbres et arbustes dont la suppression est nécessaire.
- par arrêté préfectoral.

Les anciennes servitudes instaurées en application du décret n°59-96 ont été instaurées :

- par arrêté préfectoral selon les dispositions du décret n°60-419 du 25 avril 1960,
- les pièces prévues au dossier d'enquête publique préalable étaient les suivantes :
 - une notice explicative,
 - le projet de liste des cours d'eau et sections de cours d'eau dont les riverains sont tenus de supporter la servitude de passage,
 - le projet d'arrêté préfectoral approuvant cette liste,
 - une carte du tracé de chacun de ces cours d'eau et chacune de ces sections,
 - la liste des endroits où la largeur maximale de 4 mètres pourra être étendue en cas d'obstacle fixe au passage des engins mécaniques.

A chacun de ces endroits est indiqué, de façon précise, la longueur et la largeur de la zone soumise à la servitude avec

plan sommaire à l'appui.

Il ne peut plus être instauré de servitudes de passage sur ces fondements.

catégories de servitudes	bénéficiaires	gestionnaires
Servitudes de passage au titre de l'article L.211-7 (I) du Code de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - les collectivités territoriales, - leurs groupements, - les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 5721-2 du Code général des collectivités locales, - l'établissement public Voies navigables de France (VNF), - l'État. 	
Servitudes de libre passage des engins d'entretien dans le lit ou sur les berges des cours d'eau non domaniaux au titre de l'article L.211-7 (IV) du Code de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - les riverains, propriétaires du lit et des berges, - le Préfet 	- le Préfet

	générateurs	assiettes
servitudes fondées sur l'article L.211-7- (I) du Code de l'environnement	Travaux, ouvrages, installations, cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.	<p>une largeur maximale de 6 mètres (art. R. 152-29 du Code rural).</p> <p>Pour les cours d'eau, cette distance est mesurée par rapport à la rive.</p> <p>Lorsque la configuration des lieux ou la présence d'un obstacle fixe l'exigent pour permettre le passage des engins mécaniques, cette largeur peut être étendue dans la limite de 6 mètres comptés à partir de cet obstacle.</p>
anciennes servitudes fondées sur le décret n° 59-96	Cours d'eau ou section de cours d'eau non domanial dont la liste est fixée par l'arrêté préfectoral instaurant ou modifiant la servitude.	<ul style="list-style-type: none"> - le lit du cours d'eau ainsi que ses berges, soit une bande de terrain : • d'une largeur maximale de 4 mètres, pouvant être portée à 6 mètres par arrêté modificatif sur la base des nouveaux textes de référence (art. R.152-29 du Code rural); • mesurée à partir de la rive du cours d'eau ou à partir d'un éventuel obstacle fixe au passage des engins mécaniques, en respectant autant que possible les arbres et plantations existants, • délimitée éventuellement par une liste de parcelles.

la protection contre les inondations, la protection de la Santé publique, l'Urbanisme.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la CHARENTE-MARITIME,

Le Sous-Préfet de ROCHEFORT,

Les Maires des communes de ANAIS, BENON, BOUHET, LE GUE D'ALLERE, PUYRAVAULT, SAINT-GEORGES DU BOIS, SAINT-PIERRE D'AMILLY, SAINT-SATURNIN DU BOIS, SURGERES, VOUHE, FERRIERES et SAINT-SAUVEUR D'AUNIS,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Charente-Maritime.

LA ROCHELLE, le 21 novembre 1989

LE PREFET,
Michel GILLARD

ARRETE Préfectoral n° 89-551/DIR 1/B3 du 21 novembre 1989 déclarant d'utilité publique des travaux d'aménagement hydraulique des différents cours du réseau secondaire du bassin versant du CURE

LE PREFET de la CHARENTE-MARITIME
OFFICIER de la LEGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;

VU le Code Rural, titre sixième - chapitre III - des travaux entrepris par les départements et les communes ainsi que par leurs groupements et les Syndicats mixtes ;

VU le décret n° 72-835 du 7 Août 1972 portant application de l'article 176 du Code Rural et relatif à la procédure d'enquête devant précéder l'exécution des travaux prévus à l'article 175 dudit Code ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du BASSIN VERSANT du CURE en date du 18 Mai 1989 demandant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique des travaux d'aménagement hydraulique des différents cours du réseau-eau Secondaire du Bassin Versant du Curé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 408 du 14 Août 1989 portant ouverture dans les communes de ANAIS, BENON, BOUHET, LE GUE D'ALLERE, PUYRAVAULT, SAINT-GEORGES-du-BOIS, SAINT-PIERRE d'AMILLY, SAINT-SATURNIN-du-BOIS, SURGERES, VOUHE, FERRIERES et SAINT-SAUVEUR d'AUNIS, d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique des travaux d'aménagement hydraulique des différents cours du réseau secondaire du Bassin versant du Curé ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur ,

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Charente-Maritime, sur le résultat de l'enquête ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime

ARTICLE 1 : Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux d'aménagement hydraulique des différents cours du réseau Secondaire du Bassin Versant du Curé sur le territoire des communes de ANAIS, BENON, BOUHET, LE GUE D'ALLERE, PUYRAVAULT, SAINT-GEORGES-du-BOIS, SAINT-PIERRE d'AMILLY, SAINT-SATURNIN DU BOIS, SURGERES, VOUHE, FERRIERES et SAINT-SAUVEUR d'AUNIS.

ARTICLE 2 : Il Sera procédé à l'acquisition des terrains sis sur le territoire des communes de ANAIS, BENON, BOUHET, LE GUE D'ALLERE, PUYRAVAULT, SAINT-GEORGES DU BOIS, SAINT-PIERRE d'AMILLY, SAINT-SATURNIN DU BOIS, SURGERES, VOUHE, FERRIERES et SAINT SAUVEUR d'AUNIS et nécessaires à l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation selon la procédure prévue par le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 3 : Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin versant du Cure devra indemniser usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par les travaux.

ARTICLE 4 : La présente Déclaration d'Utilité Publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de Cinq ans à partir de ce jour.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, Le Sous-Préfet de ROCHEFORT, Les Maires des communes concernées, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Le Président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin Versant du Curé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

LA ROCHELLE, le 2 novembre 1989

LE PREFET,
Michel GILLARD

ARRETE Préfectoral n° 585 du 6 décembre 1989
Etablissant une servitude de libre passage
de 4 mètres pour les engins mécaniques
sur les berges des différents cours
de la BASSE-SEUGNE entre
PONS et la CHARENTE

LE PREFET de la CHARENTE-MARITIME
OFFICIER de la LEGION D'HONNEUR,

VU le décret n° 59-96 du 7 Janvier 1959 relatif aux servitudes de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables, flottables,

VU le décret n° 60-419 du 25 Avril 1960 fixant les conditions d'application du décret n° 59-96 précité,

VU le décret n° 62-1448 du 24 Novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux et le décret n° 62-1449 relatif à la police et à la gestion des eaux placées sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture,

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Etudes et d'Aménagement Hydraulique de la BASSE-SEUGNE en date du 29 Janvier 1989 sollicitant l'établissement d'une servitude de libre passage,

VU les pièces du dossier d'enquête et les résultats de l'enquête à laquelle il a été procédé du 10 Juillet 1989 au 29 Juillet 1989 dans les communes de AVY, BERNEUIL, BIRON, BOUGNEAU, CHERMIGNAC, COLOMBIERS, COURCOURY, LES GONDS, LA JARD-MONTILS, PERIGNAC, PONS, PREGUILLAC, SAINT-LEGER, SAINT-SEURIN DE PALENNE, SAINT-SEVER et THENAC, en application de l'arrêté n° 278 du 15 Juin 1989,

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Charente-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1er : Les riverains des différents cours de la BASSE-SEUGNE entre PONS et la CHARENTE sont tenus de permettre le libre passage, soit dans le lit dedit cours d'eau, soit sur les deux berges, dans la limite d'une largeur de quatre mètres à partir de la rive, des engins mécaniques servant aux opérations de curage et de faucardement, sauf dans le cas indiqué à l'article 2, l'établissement de cette servitude ne crée pas de droit à indemnité.

A l'intérieur des zones soumises à la servitude, toute nouvelle construction, toute élévation de clôture fixe, toute plantation, est soumise à autorisation préfectorale.

Les constructions, clôtures ou plantations qui seraient édifiées en contravention de cette obligation, pourront être supprimées à la diligence de l'Administration. Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs, les cours et jardins attenant aux habitations sont exempts de la servitude.

ARTICLE 2 : Les propriétaires de clôtures ou plantations existantes dans la zone grevée de servitudes antérieurement à la date de l'ouverture d'enquête peuvent être mis en demeure de supprimer ces clôtures et ces plantations. Cette suppression ouvre droit à indemnité.

En cas d'inexécution, les clôtures et plantations peuvent être supprimées aux frais du propriétaire, par la collectivité ou l'organisme chargé de l'entretien du cours d'eau. Cette exécution d'office ne fait pas disparaître le droit à indemnité.

Au cas où une clôture, dont la suppression n'est pas ordonnée, doit être déplacée pour permettre le passage des engins mécani-

ques, son déplacement et sa remise en place incombent à la collectivité ou à l'organisme chargé de l'entretien des cours d'eau.

Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude, ainsi que la fixation des indemnités éventuelles, seront portées en premier ressort devant le Tribunal d'Instance qui, en se prononçant, devra concilier l'intérêt général avec le respect dû à la propriété.

ARTICLE 4 : Tout projet de construction, clôture fixe (à l'exclusion des clôtures électriques ou en fil barbelé) ou plantations dans la zone grevée de servitude doit faire l'objet et d'une demande d'autorisation adressée au PREFET par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La demande d'autorisation indique :

- le nom et l'adresse du pétitionnaire, ainsi que sa qualité de propriétaire, de locataire ou d'usufruitier,

- l'emplacement la nature, la disposition de la construction de la clôture ou de la plantation envisagée.

Le Préfet statue sur la demande dans les trois mois à dater de l'accusé de réception de cette dernière, après avis des Ingénieurs du Service de l'Aménagement Agricole des Eaux. Il fixe éventuellement dans sa décision les conditions auxquelles doit être subordonnée la réalisation du projet.

En cas de rejet de la demande, le Préfet notifie immédiatement sa décision motivée au pétitionnaire.

La décision du Préfet est portée à la connaissance du Maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété intéressée.

Si aucune suite n'a été donnée à la demande dans le délai de trois mois prévu au présent article, celle-ci est considérée comme agréée sans condition.

ARTICLE 5 : Les dispositions de l'article 4 s'appliquent sans préjudice de l'observation de la législation et de la réglementation en vigueur en ce qui concerne notamment la police des eaux, la protection contre les inondations, la protection de la Santé publique, l'Urbanisme.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la CHARENTE-MARITIME, le Sous-Préfet de SAINTES, les maires des communes de AVY, BERNEUIL, BIRON, BOUGNEAU, CHERMIGNAC, COLOMBIERS, COURCOURY, LES GONDS, LA JARD, MONTILS, PERIGNAC, PONS, PREGUILLAC, SAINT-LEGER, SAINT-SEURIN DE PALENNE, SAINT-SEVER et THENAC,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Charente-Maritime.

LA ROCHELLE, le 6 Décembre 1989

LE PREFET,

Michel GILLARD

Uh
Place du Marché
17610 SAINT-SALVANT
Tél. 05 46 91 46 05
Fax 05 46 91 46 12
urbanisme@stseurin.fr

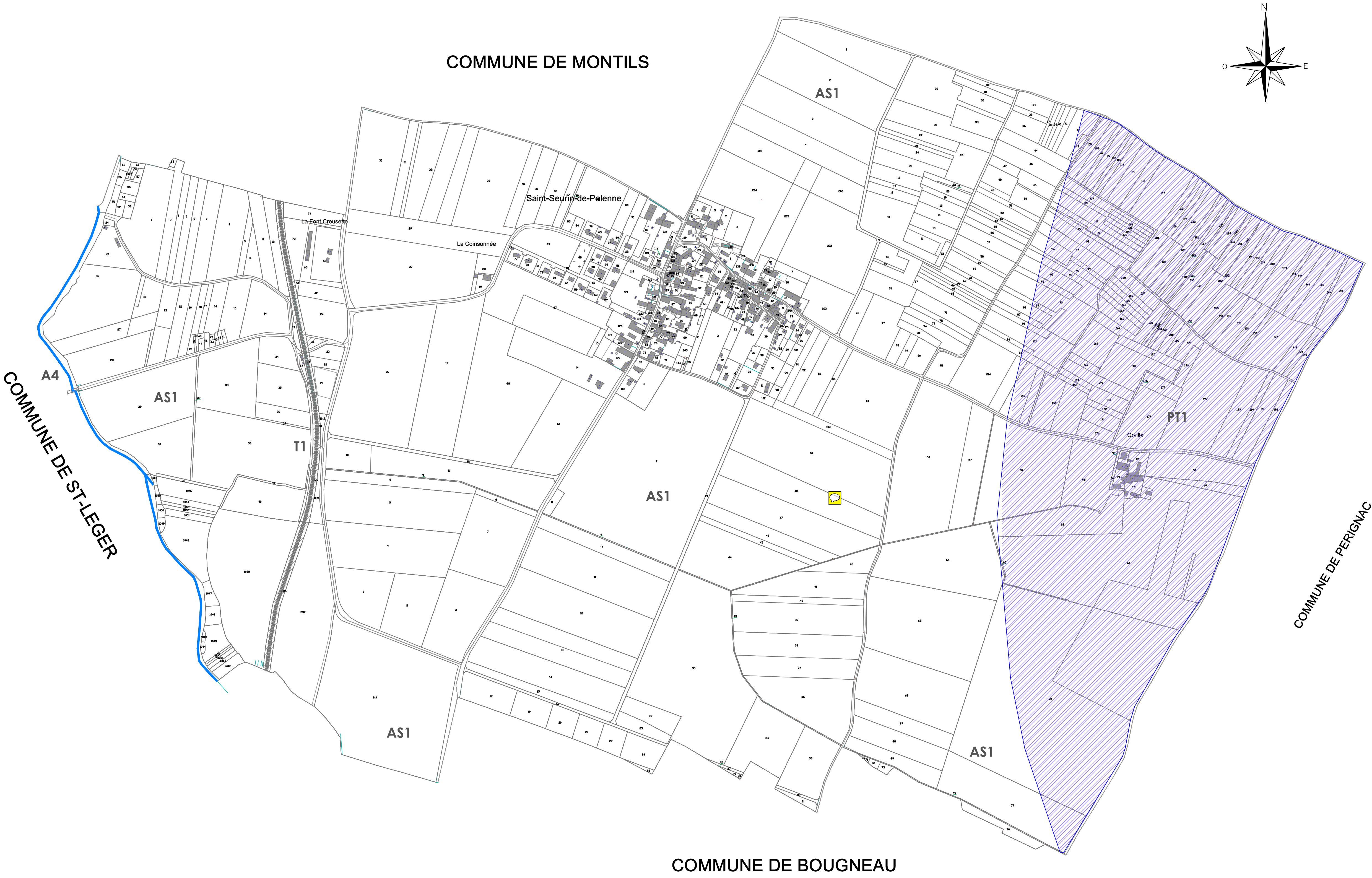
PIECE N° 3
Echelle 1/5000

PLAN DES SERVITUDES
D'UTILITE PUBLIQUE

APPROUVEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL :
APPROUVEE PAR LE PREFET :

LEGENDE

- T1 Zone de servitude autour des chemins de fer - Chartres/Bordeaux
- AS1 Servitude de protection des eaux potables - secteur génér prise d'eau de Coulonge (tout le territoire communal)
- PT1 Servitude de protection des centres radioélectriques contre les perturbations - station de Pérignac (zone de protection)
- A4 Servitude de passage permettant l'exécution des travaux, d'exploitation et l'entretien des ouvrages - berges de la Seugne
- I4 Servitude relative aux lignes de distribution d'énergie électrique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

N° 101

Pour Ampliation
P. Le Chef du Bureau du Cabinet,

DÉCRET

21 NOV 1991

fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables autour des centres récepteurs de Cozes et de Pérignac (Charente-Maritime) pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, et du ministre délégué aux postes et télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, articles L. 45-1, L. 57 à L. 62 et L. 64 et articles R. 27 à R. 38 instituant des servitudes et obligations pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques ;

Vu l'arrêté du 21 août 1953 établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique ;

Vu l'arrêté du 16 mars 1962 donnant la liste et les caractéristiques des installations électriques dont la mise en exploitation sur l'ensemble du territoire est soumise à autorisation préalable ;

Vu les arrêtés n° 4216 du 15 octobre 1987 et n° 1340 du 2 mars 1990 classant, respectivement, les centres de Cozes et de Pérignac (Charente-Maritime) en 1ère catégorie ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 11 janvier 1991 ;

Décète :

Art. 1er - sont approuvés les plans ci-joints fixant les limites des zones de protection et des zones de garde instituées autour des centres de réception radioélectriques de Cozes et de Pérignac (Charente-Maritime).

.../...

J.O. N° 276

27 NOV. 1991